

Chronique @ mensuelle

Janvier 2008

La République française aurait-elle fait amende honorable ?

Ce jour du 20 décembre de l'an de grâce 2007 marquerait-il une date mémorable dans l'histoire des relations entre la République française et l'Église catholique ? Ce n'était certes pas la saint Nicolas (fêtée le 6 décembre), mais ce saint évêque aurait-il inspiré à Nicolas Sarkozy, en tant que chef d'État de la France, la déclaration solennelle suivante, faite dans la salle de signature du palais du Latran, à Rome ? « *La laïcité n'a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes. Elle a tenté de le faire, elle n'aurait pas dû. Comme Benoît XVI, je considère qu'une nation qui ignore l'héritage éthique, spirituel, religieux de son histoire commet un crime contre sa culture, contre ce mélange d'histoire, de patrimoine, d'art et de traditions populaires, qui imprègne si profondément notre manière de vivre et de penser. Arracher la racine, c'est perdre la signification, c'est affaiblir le ciment de l'identité nationale, c'est dessécher davantage encore les rapports qui ont tant besoin de symboles de mémoire.* » Quelques instants auparavant, il avait déclaré : « *C'est par le baptême de Clovis que la France est devenue Fille aînée de l'Église. Les faits sont là.* » (Tout le texte du discours est sur le site : http://www.elysee.fr/documents/index.php?lang=fr&mode=view&cat_id=7&press_id=819)

Ce n'était peut-être pas son intention, mais il s'agit d'un soufflet infligé à son prédécesseur qui n'avait pas voulu assister à la messe papale du 1500^e centenaire de ce baptême, à Reims, le 22 septembre 1996, et qui avait aussi refusé d'inscrire, dans feu la constitution européenne, la mention des racines chrétiennes de l'Europe. C'est un camouflet pour les libres penseurs et les anti-cléricaux qui avaient célébré à Valmy, ce même jour, l'abolition de la monarchie catholique et la proclamation de la première république (22.09.1792), fille de la Révolution française, vous savez, cette première année de l'ère nouvelle qui devait instaurer une société et un homme nouveaux et parfaits parce que enfin libérés de Dieu et du joug de la religion chrétienne et tout spécialement de la religion catholique ! Sauf que cette même révolution est indissociable de la Terreur qu'elle a générée et que ce « génie » français inspirera bien des dictatures, notamment les marxistes et communistes avec leur cortège de maux et de larmes (voir chronique @ d'octobre 2007).

Quels que soient les calculs politiques et la sincérité ou non du discours présidentiel, il faut retenir la portée historique de cette déclaration car il s'agit d'un acte officiel d'un chef d'État. C'est donc une étape capitale de l'histoire de France. Outre que cela console notre âme de chrétien d'entendre enfin la plus haute autorité du pays faire, en quelque sorte, amende honorable sur les errements de nos dirigeants politiques qui, en bons révolutionnaires, ont fait table rase du passé, il est objectivement acquis que les dépositaires du pouvoir temporel de notre pays ont commis des erreurs. Certes, nous n'en sommes pas encore à ce qu'ils demandent pardon à l'Église catholique pour toute cette œuvre de sape antichrétienne depuis 1789 au nom d'une laïcité idéologique et athée, même si le climat semble apaisé aujourd'hui. Faut-il d'ailleurs souhaiter une telle

manifestation publique ? En tout cas, il paraîtrait indispensable que les manuels d'histoire rappellent de façon enfin objective la vérité des faits. Ce serait un travail d'honnêteté intellectuelle pour notre pays et un immense service à lui rendre. Tout comme chacun d'entre-nous doit assumer ses actes passés, bons ou mauvais, les États doivent faire de même. L'Église catholique a eu ce courage lors du Jubilé de l'an 2000. Et notre pays, aura-t-il le courage de sortir de la pensée unique ambiante et de deux cents ans d'histoire officielle ? Si vous ne l'avez déjà fait, je vous invite à lire ce qu'écrivait, en 2003, Jean Sévillia dans son ouvrage, *Historiquement correct, pour en finir avec la passé unique* (éd. Perrin, 2003), travail, il convient de le rappeler, salué unanimement par les historiens.

Aussi, je m'étonne que des politiciens et des intellectuels s'offusquent des déclarations du président français. Ont-ils élevé la voix quand, en juin 2003, le président, le premier ministre et le ministre des affaires étrangères célébrèrent en grande pompe le 275^e anniversaire de la fondation de la franc-maçonnerie française ? Pourquoi donner autant d'importance officielle à ce courant de pensée plus qu'à un autre, et battre en brèche la sacro-sainte neutralité de l'État républicain laïque ? Au fait, notre actuel président était lui aussi de la fête... ! Parce que, si vous me permettez l'expression, c'est la franc-maçonnerie qui a « porté sur les fonts baptismaux » la république laïque. L'État a donc pris position à l'époque pour un courant de pensée... malheureusement anti-chrétien, parce que la franc-maçonnerie rejette la croyance en un Dieu révélé et l'idée du salut de l'homme par un Dieu incarné, mort et ressuscité. Sans fantasmer outre mesure sur les francs-maçons, je vous rappelle quand même la pensée de Paul Gourdeau, ancien grand maître du Grand Orient de France : « *Ce qu'il est aujourd'hui important de comprendre, c'est que le combat qui se livre actuellement conditionne l'avenir, plus encore le devenir de la société. Il repose sur l'équilibre de deux cultures : l'une fondée sur l'Évangile et l'autre sur la tradition historique d'un humanisme républicain. Et ces deux cultures sont fondamentalement opposées : ou la vérité est révélée et intangible d'un Dieu à l'origine de toute chose ou elle trouve son fondement dans les constructions de l'Homme toujours remises en question parce que perfectibles à l'infini. De cette bataille perpétuelle recommencée avec vigueur depuis quelques temps, Malraux disait hier que le XX^e siècle serait religieux ou ne serait pas. C'est à cette affirmation, c'est à ce défi qu'il nous appartient de répondre.* » (*Humanisme*, n° 193, octobre 1990). Cela a le mérite de la clarté.

Gageons que le retour à une laïcité intelligente et éclairée, comme en a fait encore mention dans son discours le président Sarkozy, sera effectif pour redonner à la religion toute la place qui lui revient dans la société. En 1999, Jean-Paul II écrivait : « *Dans ses relations avec les pouvoirs publics, l'Église ne demande pas un retour à des formes d'État confessionnel. Mais en même temps, elle déplore tout type de laïcisme idéologique ou de séparation hostile entre les institutions civiles et les confessions religieuses.* » (*Exhortation apostolique post-synodale, Ecclesia in Europa, L'Église en Europe, 1999, n°117*).

Je vous invite donc, si vous ne le faites déjà, à prier Notre-Dame de la Prière de L'Île-Bouchard pour la France et les détenteurs du pouvoir temporel. Nous connaissons tous la parabole du fils prodigue dans l'Évangile. Espérons que, dans un avenir proche, nous connaîtrons la parabole de la fille prodigue, la fille aînée de l'Église, car l'avenir de l'homme pour vivre en paix dans un progrès harmonieux au sein de la société passe nécessairement par Dieu, et un attachement à notre héritage chrétien : « [...] *je voudrais mentionner la perte de la mémoire et de l'héritage chrétiens, accompagnée d'une sorte d'agnosticisme pratique et d'indifférentisme religieux, qui fait que beaucoup d'Européens donnent l'impression de vivre sans terreau spirituel et comme des héritiers qui ont dilapidé*

le patrimoine qui leur a été légué par l'histoire. On n'est donc plus tellement étonné par les tentatives de donner à l'Europe un visage qui exclut son héritage religieux, en particulier son âme profondément chrétienne, fondant les droits des peuples qui la composent sans les greffer sur le tronc irrigué par la sève vitale du christianisme. »
(Exhortation apostolique post-synodale, Ecclesia in Europa, L'Église en Europe, 1999, n°7)

Puisse la France poursuivre le recouvrement de sa mémoire dans le sens qu'a évoqué son président. Bonne année 2008 à tous, pleine d'espérance dans le Christ.

Vincent Terrenoir